

Le Grand Contournement

La Revue nouvelle

Les élections de 1991 provoquèrent un séisme en Belgique. L'extrême droite était en hausse partout ; l'heure, grave ; la démocratie, en péril... Mais on allait voir ce qu'on allait voir. Il fallait faire barrage, car rien ne rapprochait les « partis démocratiques » de l'extrême droite. Le cordon sanitaire, dont une première version avait vu le jour en 1989, avant de s'étioler du fait de la Volksunie, puis des sociaux-chrétiens et des libéraux flamands (déjà), renaquit de ses cendres en 1992. À l'époque, le Conseil régional flamand – aujourd'hui « Parlement flamand » – soutenait l'initiative d'une résolution qui rejetait le programme en 70 points du Vlaams Blok (aujourd'hui Vlaams Belang) comme porteur d'une logique d'apartheid et similaire au projet nazi à l'égard des Juifs. Rien de moins.

La Flandre était aux avant-postes même si elle limita ses ambitions à un cordon politique. Aucune alliance avec l'extrême droite, certes, mais les portes des médias restaient largement ouvertes. Plus ambitieux, les francophones embrayaient, en doublant le cordon politique d'un

cordon médiatique... Nous pouvions nous enorgueillir d'être à la pointe de la lutte contre l'extrême droite ! Et dormir sur nos deux oreilles.

Aujourd'hui, l'accord de gouvernement de « l'Arizona » reprend des pans entiers du programme en 70 points. Ainsi, l'arrêt de l'immigration est un des objectifs centraux. La réduction de l'accès au droit de séjour, la possibilité de retirer le droit de séjour à des personnes issues de pays où la situation s'est améliorée, la réduction quasi à néant des possibilités de regroupement familial, le renforcement des contrôles aux frontières, la restriction – pour ne pas dire l'annihilation – des possibilités d'accès légal au territoire, ou encore l'amoindrissement des droits économiques, sociaux et culturels attachés aux statuts de séjour, tout est au programme... Il faut encore y ajouter l'augmentation du budget consacré aux expulsions, l'accroissement du nombre de places en centres fermés, ou le grand retour des visites domiciliaires, pour criminaliser les personnes qui aident les migrants. Tous ces éléments, qui scanda-

lisaient au début des années 1990, trente ans plus tard, sont au programme du gouvernement fédéral.

C'est presque l'ensemble des lubies de l'extrême droite qui s'y retrouve, d'ailleurs, puisqu'il est aussi prévu de réduire drastiquement les allocations sociales (dans leur durée, mais aussi en montants alloués), d'accroître (encore) le parc pénitentiaire, de réduire les possibilités d'aménagement des peines de prison, ou encore d'intensifier la lutte contre le « laxisme » des CPAS en matière de réintégration sociale. On peut encore y ajouter la baisse de 25 % du financement d'Unia - faute de pouvoir supprimer cet organisme - ou encore la suppression du droit de manifester pour les personnes considérées comme « émeutières ».

Il n'était donc pas si compliqué de s'affranchir du cordon sanitaire, puisqu'il suffisait de créer un parti de droite « démocratique » du « bon côté » de la barrière, pour y reprendre l'essentiel des projets du FN français ou du Vlaams Blok et en faire un projet de gouvernement. Il faut reconnaître à Bart De Wever la gloire d'avoir été le premier à le comprendre. Après avoir créé un parti et y avoir accueilli autant d'anciens membres de structures d'extrême droite que possible, il ne lui restait qu'à conquérir le pouvoir. De cris d'orfraie en appels à ne pas dramatiser la situation, tout s'est déroulé comme prévu. Une intégration au pouvoir en Flandre, puis une participation au gouvernement fédéral grâce à la courte échelle de Charles Michel, lequel avait juré ses grands dieux qu'il ferait un rempart de son corps contre la N-VA... Le Grand Débordement du cordon sanitaire était alors quasiment acquis.

Après Charles Michel, Georges-Louis Bouchez paracheva la copie francophone

du dewéverisme et de sa danse des sept voiles devant les électeurs d'extrême droite. Se drapant dans sa fierté d'être libéral, il mit son parti en ordre de bataille pour l'avènement de l'illibéralisme en Belgique, profitant autant que faire se peut d'un accès illimité aux médias.

Mais le gouvernement MR-NVA de Charles Michel avait montré la fragilité d'une alliance à droite toute, laquelle manquait d'appuis centristes... Qu'à cela ne tienne, deux formations étaient enthousiastes à l'idée de se débarrasser de leurs scrupules.

Les socialistes flamands, cornaqués par Conner Rousseau, s'empressèrent de troquer leur étiquette socialiste pour le nom de « Vooruit »... En avant... vers quoi ? Nul ne le sait : le gouffre, la droite, la participation à n'importe quelle coalition... Ce n'était pas de nature à inquiéter un président qui fut mis en cause pour des propos à l'égard des Roms dignes du Vlaams Belang, qui évoqua la possibilité de priver certaines femmes du droit de procréer, ou qui affirma ne pas se sentir en Belgique quand il traversait Molenbeek en voiture. Ce n'était visiblement pas davantage un souci pour les héritiers du socialisme flamand qui le réélirent à la présidence en juillet 2024.

Du côté francophone, le « Centre démocrate humaniste » (cdH) n'avait pas accepté de rejoindre le gouvernement Michel I^{er}, mais le regrettait amèrement. S'exclure de l'exercice du pouvoir fut en effet terriblement douloureux pour un parti dont l'absence proverbiale de convictions était le prix de la présence continue au pouvoir. Heureusement, il ne s'agissait que de reculer pour mieux sauter. Abandonner la référence à l'humanisme fut une formalité. N'avaient-ils pas déjà laissé tomber une encombrante

étiquette chrétienne ? Le parti était désormais celui des Engagés... sur quelle voie ? En vue de quoi ? Qu'importe ! Engagés dans la reconquête du pouvoir, certainement... à tout prix, assurément.

Tout était en place pour que des partis anciennement de gauche ou du centre fassent l'appoint en soutien à des partis se prétendant de droite, mais reprenant avec enthousiasme le programme de l'extrême droite. Quelques mesures cosmétiques suffiraient à sauver la face, pensaient-ils... Si tant est que de telles considérations leur soient venues à l'esprit... Au fond, il s'est agi pour eux de poursuivre un mouvement entamé depuis longtemps. Le MR n'avait-il pas clairement montré l'exemple dans le cadre du gouvernement Michel 1^{er} ? Et le PS et Ecolo, considéré qu'il n'y avait là rien de répréhensible, eux qui cautionnèrent les dérives de la « Vivaldi » en matière d'asile et de migration ?

“ Tout était en place pour que des partis anciennement de gauche ou du centre fassent l'appoint en soutien à des partis se prétendant de droite, mais reprenant avec enthousiasme le programme de l'extrême droite. ”

Nous voilà maintenant au pied du mur. S'il reste certain que le Grand Remplacement demeure une lubie des fascistes de tout poil, force est de constater que le Grand Contournement du cordon sanitaire, lui, est achevé. Les héritiers du Vlaams Blok sont bien installés au pouvoir, ils hésitent de moins en moins à assumer leur filiation idéologique et ça ne semble pas gêner outre mesure les états-majors de gauche. On sait où mène la pente sur laquelle nous sommes engagés.